

PARTENAIRES POUR UN MONDE PLUS JUSTE

CCFD

Rapport d'activité 2007

COMITÉ CATHOLIQUE CONTRE LA FAIM ET POUR LE DÉVELOPPEMENT



Editorial	3
Agir pour une Terre Solidaire	4
Faits marquants 207	6
AGIR LÀ-BAS	
Afrique/Océan Indien	8
Amérique latine/Caraïbes	10
Asie	12
Europe de l'Est	14
Méditerranée	16
Migrants	17
Les cofinancements	18
AGIR ICI	
Une année d'actions	20
RAPPORT FINANCIER	
Les Mouvements et Services d'Église de la collégialité du CCFD	30

Directeur de la publication :

Joël Thomas

Coordination fabrication :

Roselyne Blondel

Rédaction :

Daniel Bouyssou

Création :

Poussières d'étoiles

Impression :

Imprimerie Jean-Bernard

Iconographie :

Ciric, CCFD, Agence Godong.

Photo de couverture :

Pierre Gleizes / REA.

Imprimé sur papier 100 % recyclé de qualité supérieure (cyclus), fabriqué à base de 100 % de vieux papiers collectés après usage.

Remerciements à toutes les Directions et aux services géographiques qui ont collaboré à ce Rapport d'activité.



P

our le CCFD-Terre Solidaire, l'année 2007 a été tout à la fois une année fertile et un temps de transition. Année fertile puisque, grâce à l'appui généreux de nos donateurs, nous avons pu poursuivre et même renforcer nos missions : soutien à nos partenaires dans plus de 80 pays et en France, de nombreuses actions d'éducation au développement.

Année fertile aussi puisque le CCFD-Terre Solidaire s'est engagé dans de nombreux projets significatifs parmi lesquels on retiendra plus particulièrement : la participation au 7^e Forum social mondial de Nairobi au Kenya et la campagne "Votons pour une France solidaire" organisée à l'occasion des échéances électorales françaises de mai et juin 2007.

Mais l'année passée peut aussi être considérée comme un moment privilégié de transition pendant lequel nous avons intensément réfléchi et travaillé à l'élaboration de notre nouveau Rapport d'orientation 2008-2012.

En effet, notre monde change et plusieurs éléments illustrent la profondeur de ces transformations. Par exemple l'accélération de la mondialisation, l'apparition de nouvelles puissances économiques, le développement des moyens de communication, la prise de conscience plus aiguë de l'état du monde...

Par ailleurs, les contradictions profondes d'une approche économique libérale dominée par les logiques de marchés financiers et caractérisée par l'absence de régulation accroissent les fortes inégalités dans la répartition des ressources. Autant de phénomènes qui conduisent à adopter des stratégies de développement et des objectifs permettant de relever ces nouveaux défis.

Telle est la vocation du Rapport d'orientation dont les lignes de force vous seront très prochainement présentées.

Mais une chose est sûre : si les modes d'action évoluent, nos convictions demeurent. Cette année 2007 présente à cet égard une dimension symbolique. Si elle fut celle où s'est élaboré la stratégie du CCFD pour les quatre années à venir, elle a aussi été marquée par la célébration du 40^e anniversaire de l'Encyclique "Populorum progressio" du pape Paul VI. Ce texte essentiel de la pensée sociale de l'Église a accompagné le CCFD dans son histoire et dans son engagement. Il conserve, 40 ans après, la même force d'interpellation.

En plaçant l'Homme, tout homme et tout l'homme, au cœur des préoccupations de l'Église, cet enseignement fait de la destination universelle des biens, un point de repère central pour notre engagement en faveur d'une terre solidaire.

Par tous les aspects de son action, le CCFD-Terre Solidaire donne une dimension concrète à ce message de justice et contribue à son indispensable actualisation.

Joël THOMAS

Président du CCFD- Terre Solidaire



Edito

HIER ET AUJOURD'HUI : RELEVER LES NOUVEAUX DEFIS DU DEVELOPPEMENT



AGIR POUR UNE TERRE SOLIDAIRE



Lutter contre la faim...

En 1961, dès son origine, le Comité catholique contre la faim (CCF) qui deviendra en 1966 le CCFD, est investi d'une mission par l'Église de France : animer et gérer la collecte de carême pour promouvoir la solidarité internationale en luttant notamment contre la faim. Le succès est tel que la Campagne de carême reste toujours aujourd'hui un événement important dans la lutte contre la faim et les inégalités, tant au plan de la collecte qu'à celui de la sensibilisation de l'opinion.

... En s'attaquant aux causes de la faim

Pour combattre le fléau de la faim, il faut s'attaquer à ses causes les

plus profondes. Ainsi, s'est imposé très vite le concept de "développement". Une stratégie nouvelle apparaît : aider les populations concernées à concevoir et mettre en œuvre leurs propres actions de développement, l'objectif étant de parvenir, à terme, à une totale autonomie.

Une priorité éthique : l'Homme, tout l'homme, tous les hommes

Pour le CCFD-Terre Solidaire, la lutte contre la misère et l'exclusion repose sur une priorité fondamentale : toute personne humaine, quelle que soit son origine, sa culture, sa religion, doit pouvoir accéder librement aux biens fondamentaux : sécurité alimentaire, éducation, santé, logement, droit

aux fruits du travail, liberté de pensée et de conscience.

Seul le respect de ces droits essentiels permet à chacun de mener une vie digne et épanouissante, respectueuse de toutes les dimensions de la personne humaine, et de devenir acteur de son avenir.

Deux missions complémentaires

1. Dans le monde, soutenir des projets de développement initiés par les intéressés eux-mêmes

Dans les pays du Sud, le CCFD-Terre Solidaire n'intervient jamais directement. Loin de toute relation d'assistance, il a fait le choix de privilégier l'aide aux associations locales de développement qui sont les plus à même de répondre aux besoins des populations les plus démunies.

2. En France, promouvoir la solidarité internationale

En parallèle, le CCFD-Terre Solidaire sensibilise et informe l'opinion, en France, sur l'urgence et l'importance d'une solidarité internationale plus active et plus généreuse. Cette mission essentielle a pour vocation de faire comprendre l'étroite complémentarité des actions "ici" et "là-bas" et de favoriser ainsi, dans notre pays, un changement positif des mentalités et des comportements face aux réalités du développement.

Le CCFD-Terre Solidaire au cœur des réseaux de solidarité internationale

Pour créer des synergies d'actions entre partenaires engagés pour un développement au service de la personne, le CCFD-Terre Solidaire appartient à plusieurs structures de regroupement associatives.

Ainsi, à titre d'exemple :

Au niveau national

- Le CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement), collectif de 56 organisations de solidarité internationale (OSI).
- Coordination Sud (Solidarité urgence développement), coordination des principales OSI françaises.

Au niveau international

- CIDSE (Coopération internationale pour le développement et la solidarité) qui regroupe 14 organisations de solidarité internationale catholiques basées en Europe et en Amérique du Nord.
- Acord (Association de coopération et de

recherche pour le développement). Ce consortium finance des projets en Afrique, se situant le plus souvent à l'articulation de l'urgence et du développement.

Le CCFD a obtenu, dès 1998, le statut consultatif auprès de l'Ecosoc (Conseil économique et social de l'ONU). Cette attribution vient renforcer son poids dans les débats actuels sur les grands enjeux du développement à l'échelle mondiale.

Les thèmes d'action prioritaires

Depuis 2002, le CCFD a élaboré deux Rapports d'orientation afin de pouvoir mieux penser et agir dans la durée. Le premier rapport 2002-2006, prolongé jusqu'en 2007, avait pour objectif essentiel d'être un outil stratégique déterminant, avec précision, les axes d'action prioritaires pour la période concernée.

En 2007, un second Rapport d'orientation a été élaboré. Il couvre la période 2008-2012 et sera présenté de façon détaillée dans notre prochain Rapport d'activité.

Nous rappelons ci-dessous les priorités d'action du dernier Rapport d'orientation :

- Renforcer les relations avec nos partenaires.
- Promouvoir l'éducation au développement.
- Affirmer la spécificité du CCFD au sein de l'Église.
- Dynamiser le projet commun de tous les acteurs qui composent le CCFD.
- Privilégier quatre thèmes d'action prioritaires :
 - Souveraineté alimentaire
 - Économie solidaire
 - Financement du développement
 - Paix et droits humains
- Développer les actions de plaidoyer.
- Favoriser la mise en réseau des partenaires.
- Intensifier les politiques de ressource pour disposer de moyens financiers à la hauteur de nos objectifs ; mieux faire connaître le CCFD et son action auprès du plus large public.

Plaidoyer et campagnes d'opinion Des outils efficaces au service de nos deux missions

Pourquoi le plaidoyer

Définition : un plaidoyer est une action menée par des associations de solidarité, des organismes humanitaires, des groupes de citoyens, des entreprises, dans le but d'interpeller les décideurs publics ou privés afin qu'ils modifient, sur certains aspects jugés prioritaires, leurs politiques : lois, règlements, accords commerciaux, etc.

Le plaidoyer revêt donc, au sens le plus noble du terme, une dimension politique (en grec, polis = la cité ; politikos : qui concerne la cité, le gouvernement de l'État) et vise le "bien commun". Dans la mesure où il mobilise un grand nombre de représentants de la société civile et où il s'adresse direc-

tement aux "décideurs", il possède une très forte puissance d'impact et une capacité de mobilisation sans équivalent.

Depuis de nombreuses années, le CCFD-Terre Solidaire a inclus le plaidoyer, à la fois par l'interpellation directe des décideurs et par des campagnes d'opinion, parmi ses moyens d'action.

Aujourd'hui, ces stratégies ne cessant de gagner en puissance, le CCFD-Terre Solidaire les a intégrées au sein d'une instance spécifique : la "Direction du plaidoyer" (DPL). Elles constituent ainsi un nouvel et précieux outil mis au service de nos deux missions permanentes : l'éducation au développement "ici" en France et le soutien aux partenaires du Sud et de l'Est.

Les activités de la DPL

La Direction du plaidoyer recouvre trois types d'activité :

- Instruire et préparer les actions de plaidoyer, notamment les campagnes d'opinion portées par la suite par le réseau CCFD- Terre Solidaire.
- Coordonner les actions d'interpellation des décideurs afin qu'elles soient en synergie avec les initiatives menées par d'autres associations.
- Assurer l'implication du CCFD-Terre Solidaire dans les grands rendez vous internationaux : réunions d'organisations non gouvernementales, Forum social mondial, Conférences de l'OMC, etc.

FAITS MARQUANTS 2007

Accueil de plus de 40 partenaires venus de tous les continents à l'occasion de la campagne de Carême. Campagne "Votons pour une France solidaire" à l'occasion des échéances électorales de mai et juin en France. Les candidats et les partis politiques ont été interpellés sur de nombreux thèmes concernant la politique française notamment :

- La politique migratoire.
- La politique agricole.
- La lutte contre la pauvreté et pour le développement de la démocratie dans le monde.

40^e ANNIVERSAIRE DE L'ENCYCLIQUE POPULORUM PROGRESSIO

Le 26 mars 1967, jour de Pâques, paraissait la lettre encyclique "Populorum progressio" (Le développement des peuples) du Pape Paul VI. Quarante ans plus tard, ce texte majeur de la pensée sociale de l'Église reste d'une étonnante actualité. Il demeure un texte de référence pour toutes les associations chrétiennes de solidarité internationale. Il constitue un texte ressource pour le CCFD-Terre Solidaire dont il a inspiré la réflexion, les orientations et nombre de ses institutions au moment de sa création.

Cet anniversaire a donné lieu à diverses manifestations auxquelles le CCFD-Terre Solidaire a par-

ticipé. Citons en particulier le 2^e congrès mondial des organismes ecclésiaux travaillant pour la justice et pour la paix à Rome, du 2 au 24 novembre. Cet événement réunissait, outre les nombreuses commissions nationales "Justice et paix", des organisations de solidarité internationale — dont le CCFD-Terre Solidaire — partageant le même objectif.

Ensemble, les participants ont travaillé sur les messages de « *Populorum progressio* » et des autres encycliques sociales de l'Église. Un moment fort où les grands organismes d'Église ont été confortés dans leurs repères et encouragés dans leurs missions.

LE 7^e FORUM SOCIAL MONDIAL À NAIROBI (KENYA)

Pour son 7^e rendez-vous, le Forum social mondial s'est tenu en terre africaine.

Il a réuni quelque 50 000 participants. Des centaines d'ateliers et de très nombreux débats ont permis de dégager de nouveaux axes de réflexion et d'action. Ainsi pour la première fois, des responsables d'associations africaines ont pris l'initiative d'interpeller les candidats à l'élection présidentielle française pour les appeler à assainir les relations entre la France et l'Afrique. Cette initiative appuyée par le CCFD a permis l'organisation d'un atelier sur ce thème.

Par ailleurs, une impulsion a été

donnée à la société civile africaine, notamment dans le sens d'une prise d'indépendance vis-à-vis des bailleurs de fonds européens.

LE CCFD ET LE TSUNAMI

La Cour des Comptes a donné au CCFD-Terre Solidaire son satisfaction sans restriction quant à l'utilisation et à la gestion des fonds collectés à la suite du tsunami et quant à l'information apportée aux donateurs sur ce sujet.

Chacun peut ainsi avoir la preuve que les sommes confiées au CCFD-Terre Solidaire sont bien effectivement utilisées au seul profit de celles et ceux qui en ont besoin sur le terrain.

Le Prix 2007 d'Information du public sur la Coopération internationale a été décerné au CCFD pour sa campagne "Roms" 2005/2007 (voir page 20).

Nouveau départ pour le Collectif "Éthique sur l'étiquette" (voir page 24).

LE FESTIN SOLIDAIRE

Dans le cadre de la journée mondiale de l'alimentation, (16 octobre), le CCFD-Terre Solidaire a organisé une manifestation originale et ludique : le Festin solidaire. Une nouvelle forme de pédagogie (voir page 25).

Agir là-bas

Un concept-clé : le partenariat

Les associations locales de développement du Sud et de l'Est sont à l'origine des actions de développement financées par le CCFD-Terre Solidaire. Elles en assurent la conception et la réalisation. Elles en assument aussi la responsabilité.

Le CCFD-Terre Solidaire apporte son appui à des acteurs locaux de tous types : des plus modestes qui travaillent au plus près du terrain dans des contextes difficiles de misère, de faim ou de conflit jusqu'à ceux qui œuvrent à une échelle nationale, voire inter-

nationale, et qui jouent un rôle déterminant dans la structuration de la société civile de leur pays.

L'engagement du CCFD-Terre Solidaire auprès de ses partenaires peut prendre plusieurs formes : financements, renforcement des structures et des organisations, mise en réseau avec d'autres partenaires, plaidoyer et campagnes d'opinion...

Néanmoins, le financement des actions et des programmes demeure, pour le CCFD-Terre Solidaire comme pour ses partenaires, l'objectif premier.

Avec le CCFD-Terre Solidaire, agir en Afrique et dans l'Océan indien

En 2007, le CCFD-Terre Solidaire a soutenu 123 projets dans 20 pays de la région, pour un montant global de 3 650 007 €.



© CIRIC Marie DOCHER

Quelques repères

L'Afrique subsaharienne représente 770 millions de personnes — soit 11 % de la population mondiale — avec une démographie deux fois plus élevée que celle enregistrée dans les autres continents. L'Afrique présente de puissants contrastes marqués par la diversité géographique, des climats, du peuplement, des modes de vie. Sept grandes régions composent le continent africain et l'Océan indien : la région du Sahel, la Corne de l'Afrique, l'Afrique ouest côtière, l'Afrique centrale, la région des Grands Lacs, l'Afrique australe, l'Océan indien.

Contexte

Un continent jeune, convoité où persistent les inégalités.

Après avoir été un enjeu géopoliti-

que pendant la guerre froide, l'Afrique, et d'abord ses matières premières, intéresse de nouveau les puissances économiques, dont la Chine. Malgré une croissance économique importante, la moitié de la population vit encore avec moins de 1 USD/jour/personne. Cette croissance est liée à l'augmentation des flux d'exportations de matières premières du continent. Le "pacte colonial" — fournir des matières premières, acheter des produits manufacturés, ne pas développer d'industries concurrentielles — se poursuit sous des formes nouvelles.

Une évolution positive de plusieurs conflits

Depuis 2004, la montée en puissance de l'Union africaine, alliée à un engagement accru de puissances régionales et de la communauté internationale, a permis la résolution

de nombreux conflits (Angola, Burundi, Casamance, Sud Soudan, RDC, etc.). Néanmoins de nombreux autres conflits persistent (Tchad, Somalie, Côte d'Ivoire, etc.).

Ancien "gendarme de l'Afrique", la France peine à définir une nouvelle politique africaine

Malgré les contestations, le manque de cohérence et de transparence, la France a du mal à revoir ses relations politiques, militaires et économiques avec le continent. Une stratégie construite sur des bases plus conformes aux aspirations des populations africaines et françaises et inscrite à l'échelon européen devient nécessaire.

Des efforts internationaux qui privilégient l'aide alimentaire

Le secteur agricole fournit 70 % des emplois et participe de 25 à 40 % au

PIB des pays africains. Mais le financement du développement agricole recule sans cesse. Les conflits africains sont à l'origine de plus de la moitié des crises alimentaires du continent. Le sida a des conséquences sociales, économiques et culturelles dramatiques, surtout dans les zones rurales. Les négociations sur les Accords de Partenariat Économique (APE) avec l'UE représentent des enjeux importants sur la souveraineté alimentaire des pays africains et plus particulièrement sur les petits producteurs.

Une société civile mobilisée

La société civile africaine est de plus en plus active dans la lutte pour :

- l'accès aux droits,
- la gestion et la prévention des conflits,
- la construction d'espaces démocratiques,
- une meilleure justice économique.

Les priorités du CCFD-Terre Solidaire

• Construire la paix (38 actions financées en 2007)

Le CCFD-Terre Solidaire conforte ses engagements auprès de ses partenaires afin de prévenir et résoudre les conflits, favoriser les processus de réconciliation, faciliter l'émergence ou le renforcement de régimes démocratiques, soutenir les actions de développement durable. Le CCFD a poursuivi ses actions d'éducation au développement et ses activités de plaidoyer vis-à-vis du gouvernement français et de l'Union européenne sur les situations tchadienne, ivoirienne, rwandaise, du Congo RDC, du Darfour et du Togo.

• Réduire les inégalités (56 actions soutenues en 2007)

Le CCFD-Terre Solidaire accorde

une grande importance à l'amélioration des conditions de vie des populations : sécurité alimentaire, formation et éducation, gestion des ressources naturelles, répartition des richesses, création d'activités génératrices de revenus.

• Renforcer le rôle et l'influence de la société civile (48 actions dans ce domaine en 2007)

Notamment par la formation d'hommes et de femmes vecteurs de changement. La société civile africaine souhaite plus que jamais faire entendre sa voix et prendre son avenir en mains. Le soutien aux partenaires tend donc à dépasser une logique de "projets" pour adopter une vision plus large, par exemple le développement de réseaux d'acteurs aux niveaux local, régional, national et sous continental.

EXEMPLE DE PROJET SOUTENU

NIGER : le réseau d'Afrique Verte contre la faim

Au Sahel, les souvenirs douloureux de la crise alimentaire désastreuse qui a frappé la région en 2005 sont encore présents dans tous les esprits. Toutefois, les résultats satisfaisants de 2006 ont permis à la région de retrouver un équilibre, même si celui-ci reste encore fragile.

La crise de 2005 a suscité de vastes élans de solidarité de la part des États comme des partenaires de développement. Les interventions des collectivités françaises en lien avec les nouvelles collectivités du Sud ont, en particulier, été nombreuses. Mais les approches et les stratégies différentes de ces multiples intervenants ont conduit à une révision de la "charte de l'aide alimentaire" afin d'améliorer, en termes d'actions et de méthodes, la sécurité alimentaire.

Afrique Verte, partenaire de longue date du CCFD, a été associée à ce processus qui a, dans un premier temps, abouti à la création de trois associations nationales au Burkina, au Mali et au Niger.

Une action de grande envergure

Les bénéficiaires finaux de cette démarche sont, d'une part les 650 organisations paysannes exerçant une activité céréalière en milieu rural, et d'autre part

les unités de transformation de céréales locales travaillant en milieu urbain et semi-urbain.

Nombre d'organisations sont gérées par des groupements féminins. Le CCFD assure le financement d'une partie de la coordination des trois associations nationales ; il leur permet d'apporter des fonds propres nécessaires à l'obtention de cofinancements. Cet apport financier bénéficie par ailleurs à l'ensemble du réseau.

La diversité des résultats attendus

- Développement de la commercialisation des céréales locales en permettant d'approvisionner les zones déficitaires rurales grâce aux excédents issus des zones agricoles .
- Approvisionnement des consommateurs urbains en céréales de qualité.
- Développement d'unités de transformation en zone urbaine et péri-urbaine.

Cette action sur le terrain s'accompagne de campagnes d'information en France, sur la thématique de la sécurité et de la souveraineté alimentaire au Sahel - une action sur la durée pour nourrir le Sahel aujourd'hui et demain.

Avec le CCFD-Terre Solidaire, agir en Amérique latine et dans les Caraïbes

En 2007, le CCFD-Terre Solidaire a soutenu 105 projets dans 13 pays de la région, pour un montant global de 2 685 847 €.



© Ccfd / Thelma Legat

Quelques repères

L'ensemble latino-américain couvre 20 385 000 km² (près de 16 % des terres émergées). En 2007, la population totale, très inégalement répartie, était estimée à environ 576 millions d'habitants (densité de 28,2 hab/km²). On estime que 36,5 % de la population vit en situation de pauvreté. En milieu rural, cette proportion augmente à 54,4 %.

Contexte

Malgré la reprise de la croissance macro-économique et une baisse relative de la pauvreté, l'Amérique latine se caractérise de plus en plus par des graves problèmes d'exclusion sociale, par l'accroissement des inégalités et du chômage. Cette situation s'exprime de différentes façons, mais en particulier par :

l'exode rural, les violations des droits humains dans les campagnes, la poussée du secteur informel, la précarisation de l'emploi et le chômage, l'accès inégal ou inexistant aux services de base et l'absence de politiques fiscales garantissant la cohésion sociale, les écosystèmes fragilisés ou détruits et une urbanisation chaotique ainsi que par les violences familiales et sociales, les discriminations et l'impunité persistante ; sans parler des migrations.

Le contexte politique de l'Amérique latine et des Caraïbes se caractérise depuis quelques années par des changements importants. La population a porté plusieurs partis de gauche ou centre gauche au pouvoir, mais malgré quelques mesures sociales fortes, attend encore que les institutions de l'État puissent avoir les moyens d'œuvrer

pour une meilleure répartition des richesses et le renforcement de la démocratie et de l'État de droit.

La société civile latino-américaine continue à jouer un rôle d'aiguillon. Elle jouit d'une légitimité incontestable dans les systèmes démocratiques et constitue ainsi un enjeu majeur du développement de l'Amérique latine. Diverses initiatives portées par des groupes organisés de la société civile participent à la reconstruction d'un système de valeurs fondées sur le lien social, l'action collective et les dynamiques de changement. La société civile peut ainsi influencer sur l'avenir de ce sous-continent à la fois à l'échelon local par l'appui au mouvement populaire et à l'échelon global par le soutien à la création de "réseaux" et de programmes et l'interlocution directe avec les décideurs pour la mise en place de

véritables politiques publiques pour la redistribution des richesses.

Les priorités du CCFD-Terre Solidaire

Dans ce contexte, le CCFD-Terre Solidaire affirme ses priorités. Il apporte son appui à des actions favorisant :

- Le processus de démocratisation et de redistribution équitable des ressources.
- Le soutien aux initiatives des organisations populaires de la société civile et de l'Église latino-américaine.
- La construction de la paix, notamment dans certains pays (Colombie et Guatemala), de certaines régions (Amérique centrale).
- La réduction des inégalités sociales et économiques.
- L'intégration et la défense des droits des populations vulnérables (indigènes, enfants des rues, certaines populations urbaines).

EXEMPLE DE PROJET SOUTENU

SALVADOR : Promouvoir les droits des populations les plus démunies

15 ans après la signature des accords de paix au Salvador, les organisations de défense des droits humains s'inquiètent de la détérioration de l'idée d'État en tant qu'institution et de l'augmentation des cas de violence dans le pays.

Actes de banditisme (en moyenne 10 à 12 homicides par jour), séquestrations, vols, narcotrafic font du Salvador un des pays les plus violents, sinon le plus violent, de l'Amérique latine. La population vit dans l'insécurité et sans que ses droits économiques, sociaux et culturels (DESC) soient pleinement garantis. On estime que 56 % des Salvadoriens vivent dans une situation de pauvreté : les services de santé restent concentrés, l'analphabétisme s'élève à 17 %, le déficit de logements est estimé à plus de 450 000 unités, sans parler des violations aux droits du travail (licenciements injustifiés, entraves à la liberté syndicale).

Rechercher la vérité

L'action de Tutela Legal couvre l'ensemble du territoire de l'archidiocèse de San Salvador qui concerne trois départements du pays (San Salvador, La Libertad et Cuscatlán) et plus particulièrement 40 commissions paroissiales de droits humains, organisées pour répondre aux besoins de la population en matière de promotion et éducation en droits humains. Avec le concours d'un secteur juridique et d'un secteur éducatif, Tutela Legal poursuit les objectifs suivants :

- Contribuer à la recherche de la vérité, de la justice et à la réparation des victimes des violations de droits humains, à travers l'investigation, l'assistance juridique et la défense de l'État de droit.
- Offrir à la population salvadorienne des moyens pour faire valoir ses droits : meilleures connaissances des circuits juridiques et des outils mis à sa disposition.

Un cas emblématique accompagné par Tutela Legal : la défense des droits de la population de Sitio del Niño

Pendant plus de dix ans, l'entreprise "Baterias de El Salvador" plus connue en tant que "Baterias Record", faisait

fonctionner une usine de production et de recyclage de batteries automobiles sur la route qui amène à San Juan Opingo (département de La Libertad), à proximité de la communauté "Sitio del Niño" (6 698 habitants). L'entreprise y possède quatre fours de fonte de plomb. Elle est installée en zone agricole, sans jamais avoir pris les mesures nécessaires pour protéger l'air, les sols et les nappes phréatiques, rejetant dans l'environnement d'énormes quantités de plomb, d'acide sulfurique et de sélénium.

Plusieurs habitants ont dû quitter la localité, mais étant donnée la perte de valeur des terrains, peu des gens peuvent encore se le permettre. Avec l'aide d'experts, des recherches ont été effectuées à l'hôpital de la zone et ont permis de constater 226 cas de leucémies, cancers et insuffisances rénales. Avec le soutien de Tutela Legal, des habitants ont constitué un Comité environnemental pour travailler à la reconnaissance de ce problème de santé publique, exiger une réparation pour les victimes et la décontamination de la zone.

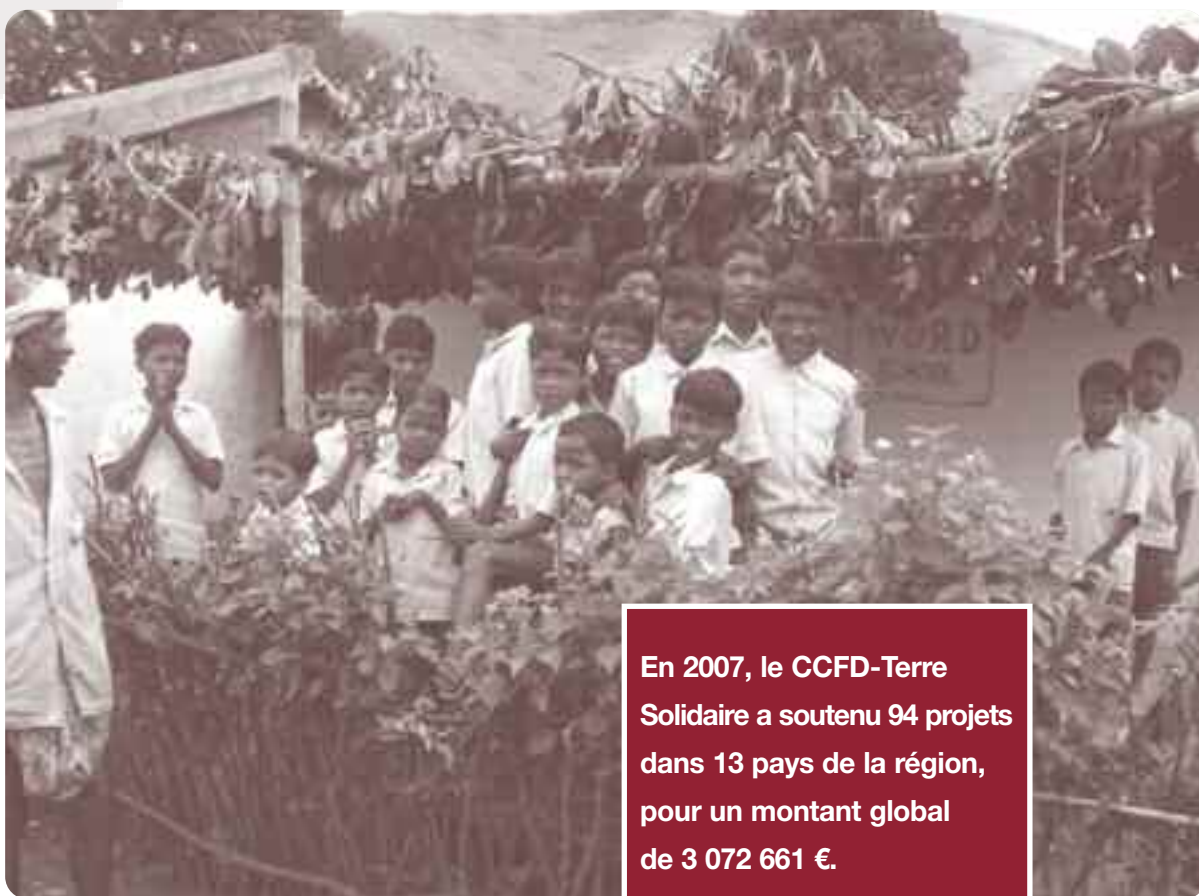
Le cas est porté en justice par Tutela Legal depuis mai 2007 et devant la lenteur du Parquet pour l'examiner, Tutela Legal et le CEJIL (Centre pour la justice et le droit international) ont fait intervenir la Commission inter-américaine de droits humains. L'État salvadorien est cité dans la plainte pour manquement à ses devoirs en matière de protection de l'environnement et la santé des personnes.

Des résultats concrets

Cette action a attiré l'attention de plusieurs organisations de défense des droits humains qui y trouvent un exemple à suivre pour d'autres localités salvadoriennes victimes elles aussi des grands projets industriels qui s'y installent sans prendre en compte la nécessité de protéger l'environnement.

Un travail de formation et d'éducation sur les droits humains peut ainsi éveiller la conscience des populations et les pousser à l'action pour demander justice.

Avec le CCFD-Terre Solidaire, agir en Asie



En 2007, le CCFD-Terre Solidaire a soutenu 94 projets dans 13 pays de la région, pour un montant global de 3 072 661 €.

© Ccfid - C. Marchal

Quelques repères

Rassemblant deux tiers de la population mondiale, c'est le continent le plus vaste, le plus peuplé et sans doute le plus diversifié de la planète. Il n'existe pas une civilisation asiatique, mais des civilisations millénaires très différentes qui cohabitent. Ainsi, de multiples cultures, ethnies, langues, religions s'y côtoient, plus ou moins harmonieusement. Toutefois, le confucianisme et l'hindouisme constituent une certaine "communauté culturelle de base". Certains pays représentent à eux seuls de véritables continents et se sont imposés comme des acteurs incontournables au niveau continental et international : l'Inde, par exemple, qui s'étend sur 3,3 millions de km² avec une

population d'un milliard d'habitants ou la Chine, devenue en quelques dizaines d'années une puissance mondiale majeure.

Les niveaux de vie sont très disparates tant entre pays d'Asie qu'entre habitants d'un même pays, allant d'une grande richesse à la plus extrême pauvreté.

Contexte

La plupart des pays de ce continent connaissent des régimes très divers, mais tous fondés sur un concept de nation forte où les droits des individus ne sont respectés que dans la mesure où ils ne mettent pas en cause les droits plus sacrés de la communauté.

Le modèle de "l'État capitaliste développeur", mélange d'autoritarisme d'État et de libéralisme

économique s'est généralisé, parvenant, dans certains pays, à amorcer une croissance économique à 2 chiffres. Ce modèle, fondé sur une totale flexibilité du marché du travail et la privatisation progressive des biens publics, génère des disparités importantes et se développe au détriment des droits individuels et collectifs.

La crise de 1997 en a d'ailleurs révélé les faiblesses : récession générale ; aggravation des poches de pauvreté ; augmentation des inégalités sociales.

Malgré des avancées réalisées dans le domaine de l'éducation et de la santé, les populations restent majoritairement sous-payées, luttant quotidiennement pour la survie. 515 millions d'Asiatiques continuent à souffrir de malnutrition chronique.

Les priorités du CCFD-Terre Solidaire

• **Lutter contre les effets néfastes de la mondialisation libérale.** Cette démarche s'appuie notamment sur une recherche d'harmonisation entre croissance économique, lutte contre la pauvreté, respect de l'environnement et des valeurs locales et régionales.

• **Réduire les inégalités.** Ce travail de longue haleine inclut la lutte contre les mécanismes d'exclusion engendrés par le système des castes, la reconnaissance du statut de la femme, la protection des populations marginalisées (minorités ethniques, enfants des rues...).

• **Favoriser la promotion de la souveraineté alimentaire,** le développement rural et l'accès aux terres pour les peuples asiatiques

vivant encore, pour la grande majorité, en milieu rural.

• **Approfondir la démocratie et la construction d'une paix durable** par la promotion du dialogue inter-religieux et inter-ethnique.

• **Soutenir les Églises locales** d'Asie qui, aux côtés des religions pluri-millénaires, peuvent apporter une contribution décisive dans les démarches de paix et d'ouverture aux autres.

EXEMPLE DE PROJET SOUTENU

INDE : une dynamique de développement pour les populations tribales et Dalits dans l'État d'Orissa

L'Orissa est l'État le plus pauvre de tous les grands États du pays : près de 84 % de la population vit en milieu rural, le degré d'alphabétisation est de 63 %, 47 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté.

Les populations tribales représentent 22 % des habitants, ce qui fait figurer l'Orissa, avec les États du nord-est indien, parmi ceux comptant le plus grand nombre de populations tribales. "Word Women's organisation for rural development" est une organisation créée par des femmes travaillant avec les communautés marginalisées, principalement Dalits et tribales, dans le district de Koraput au sud de l'Orissa.

Accéder à un meilleur niveau de vie

Dans ce district, près des trois-quarts de la population est tribale et l'alphabétisation ne concerne que 12 % des hommes et 7 % des femmes. Word intervient depuis 1996 auprès d'une population cible de 12 000 personnes en promouvant leurs droits et l'accès à un meilleur niveau de vie.

L'objectif était la promotion d'un développement intégré et durable. En effet, le principal problème pour ces populations est lié à une mauvaise mise en valeur des ressources naturelles et humaines liée à un abandon des populations de la part des politiques.

Pour répondre à ce problème crucial et urgent, Word a mis en place des activités concernant tous les aspects du développement rural communautaire : renforcement des organisations villageoises, amélioration de la sécurité alimentaire, accès à l'eau, préservation de l'environnement, éducation, santé, etc.

L'action spécifique du CCFD-Terre Solidaire

Dans ce vaste programme, le CCFD-Terre Solidaire soutient de façon plus spécifique 16 villages des Gram Panchayat* de Litiguda et Mathalput, dépourvus de toute infrastructure. 1 465 foyers — soit 6 000 personnes environ — y vivent avec moins de 214 euros de revenus par an (12 000 Rp).

Cette action a déjà porté ses fruits

- 200 femmes leaders sont formées au plaidoyer politique.
 - 10 villages ont rédigé leur propre plan de développement prioritaire à soumettre aux instances de décisions locales.
 - 200 paysans (hommes et femmes) sont sensibilisés à la gestion durable des ressources naturelles.
 - Le revenu de 300 familles passe de 12 000 Rp à 18 000 Rp par an.
 - Au minimum 6 000 patients sont traités, 200 femmes formées en soin de santé primaire, 100 % des enfants de 5 ans des villages ciblés ont reçu une vaccination, 15 variétés d'herbes médicinales sont produites et testées.
 - 150 enfants retournent dans les écoles formelles, 250 femmes sont "néo-alfabétisées".
- Par ailleurs, durant les élections locales de 2006, 42 leaders issus de groupes organisés par Word (Self Help Group, Fédération, groupes de jeunes, etc.) ont remporté des sièges de représentants dans les instances de décisions locales, les Panchayat.

* Les Gram Panchayat constitue l'unité administrative placée juste au-dessus des villages.

Avec le CCFD-Terre Solidaire, agir en Europe de l'Est

En 2007, le CCFD-Terre Solidaire est en relation avec 6 pays. Il finance 35 projets pour un montant d'environ 765 800 €.



© ccf / Women Association UZOR

Quelques repères

L'expression "Europe du Sud-Est" est plus large que la seule région des Balkans, et nous permet d'intégrer notamment la Roumanie où le CCFD-Terre Solidaire a des partenaires. Cette région suit peu ou prou les frontières de l'ancien empire ottoman.

Contexte

Même si les guerres semblent loin, elles ont bouleversé durablement la vie de millions de personnes dans les Balkans.

Les conséquences des conflits ont lourdement pesé sur l'économie de la plupart des pays dont les infrastructures ont été partiellement (Croatie) ou totalement (Tchéquie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo) détruites.

Les guerres, tout comme l'éclatement de l'ex-URSS, ont mis en plein jour les difficultés de la vie

quotidienne dans ces pays. La brusque transition vers une économie libérale a entraîné la paupérisation des personnes les plus vulnérables : minorités (Roms), réfugiés (la région regroupe 30 % des réfugiés dans le monde), enfants (18 millions d'entre eux vivent au-dessous du seuil de pauvreté d'après l'Unicef).

Les priorités du CCFD-Terre Solidaire

Dans ce contexte, le CCFD-Terre Solidaire affirme plusieurs priorités d'action :

- L'engagement sur le problème des réfugiés et notamment celui de l'intégration des réfugiés en Bosnie et Croatie et des déplacés du Kosovo.
- L'engagement sur le respect des droits des migrants entre anciens et nouveaux États membres de l'Union européenne et entre l'UE et les Balkans.

- La mobilisation pour l'intégration des Roms dans leurs pays et pour leur égal accès aux droits (santé, école, logement, travail).
- Le renforcement de la société civile et la prévention des conflits, notamment par le soutien à des associations qui œuvrent pour la justice et luttent contre l'impunité de tous les responsables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.
- Le soutien à des micro-projets économiques (notamment dans le milieu rural) afin d'améliorer la vie quotidienne des populations vulnérables et de promouvoir des initiatives alternatives respectant la souveraineté alimentaire des pays. Alors que de très nombreux bailleurs de fonds sont partis, l'action du CCFD-Terre Solidaire s'inscrit dans la continuité afin d'aider à la structuration de la société civile.

EXEMPLE DE PROJET SOUTENU

SERBIE : aider les personnes déplacées du Kosovo à se bâtir un avenir

Les bouleversements sociaux et géopolitiques que cette région d'Europe a connus depuis 20 ans ont provoqué d'innombrables tragédies. Les blessures seront longues à se refermer.

La Serbie est encore confrontée au douloureux problème des personnes réfugiées ou déplacées. C'est dans ce contexte que s'est créé, en 1997, le Forum des ONG, à l'initiative du centre belgradois pour les droits de l'Homme. Rapidement l'association devient une ONG indépendante. Le CCFD-Terre Solidaire le soutient depuis 2001 et les relations se sont intensifiées depuis 2004.

Le Forum forme aujourd'hui un réseau de trois ONG, à savoir : une association de citoyens, une ONG de développement et une ONG pour les personnes déplacées et réfugiées.

Le Forum des ONG se situe à Kraljevo, une ville au Sud de la Serbie qui a accueilli de nombreux déplacés du Kosovo, arrêtés par les troupes serbes afin qu'ils n'atteignent pas Belgrade.

Des activités nombreuses et diversifiées

Elles sont orientées selon trois axes.

- **L'aide aux personnes : l'objectif est de faciliter la vie quotidienne des personnes déplacées durement frappées par les guerres et les difficultés économiques. Par exemple :**

- > Création de jardins d'enfants.
- > Soutien médical et psychologique incluant un suivi régulier (visite médicale hebdomadaire).
- > Recherche de volontaires, notamment des étudiants, par voie d'affichage sur le thème "Be my friend" (sois mon ami) pour apporter un peu de soutien aux enfants.
- > Aide juridique pour permettre aux personnes spoliées ou déclarées "sans patrie" suite aux différents conflits de faire respecter leurs droits.

- **La création d'activités économiques :**

- > Les activités de micro-crédit lancées il y a quelques

années ont connu un succès spectaculaire. Elles ont permis aux personnes réfugiées, déplacées ainsi qu'à des chômeurs et des retraités des populations locales de financer des activités génératrices de revenus. Compte tenu de cette réussite, l'expérience a été généralisée sur l'ensemble du territoire serbe.

- > Ouverture d'ateliers de production artisanale pour les femmes qui peuvent vendre leur production dans un espace dédié à la commercialisation.
- > Aide matérielle directe aux Roms du Kosovo vivant dans un camp à Kraljevo.

- **Le renforcement de la société civile :** parallèlement, le Forum des ONG organise régulièrement des débats sur des questions sociales. Il soutient également, avec l'aide du CCFD, un projet de lutte contre la corruption (campagne d'affichage, émissions sur les TV locales, ouverture d'un bureau de réception des plaintes).

Aider les déplacés à prendre leur sort en mains

En décembre 2006, le Forum des ONG a aidé deux ONG de déplacés et une ONG de réfugiés de Bosnie à se structurer et à s'enregistrer en tant qu'associations. Après cet enregistrement, le Forum des ONG les a aidées, de janvier à mai 2007, à la réalisation de trois micro-projets.

Malgré la sollicitation de l'aide des autorités locales serbes pour le lancement des activités de ces petites associations dont les membres n'envisagent leur vie qu'en Serbie — et souhaitent donc s'intégrer dans la région — aucune aide n'a pu être obtenue. Cependant, le Forum des ONG est convaincu que le soutien à ces jeunes associations facilitera leur intégration et leur socialisation dans la région du Centre de la Serbie, en renforçant leurs capacités économiques et le soutien à leurs bénéficiaires.

Avec le CCFD-Terre Solidaire, agir en Méditerranée

En 2007, le CCFD-Terre Solidaire a soutenu 65 projets dans 10 pays de la zone Maghreb/Machrek pour un montant global de 1 301 106 €.

Quelques repères

La zone Méditerranée

Au CCFD, elle couvre :

- Une partie du Machrek (Moyen-Orient) : Égypte, Jordanie, Syrie, Liban, Israël et Palestine. Cette zone compte environ 150 millions d'habitants.
- Une grande partie du Maghreb : Maroc, Algérie, Tunisie, auxquels s'ajoutent les réfugiés sahraouis, pour une population totale d'environ 75 millions d'habitants

Contexte

Une fracture entre le Nord et le Sud de la Méditerranée

D'une part, l'Europe forteresse qui s'élargit au Nord et à l'Est affirme une civilisation occidentale riche, démocratique et libre, mais tournant le dos à sa rive Sud. D'autre part, les pays de la zone sont soumis à des États autoritaires voire dictatoriaux

et à des organisations extrémistes islamistes, qui instrumentalisent les peurs à des fins idéologiques.

Une instabilité politique pesant sur le développement économique

L'accroissement des inégalités et la dégradation des conditions de vie se renforcent. L'exode rural construit des poches de pauvreté en zone péri-urbaine et pose de manière toujours plus aiguë la question de la répartition des ressources.

L'aggravation du conflit israélo-palestinien

La situation sociale et politique en Palestine ne cesse de s'aggraver avec, notamment, la construction du mur et l'expansion de la colonisation dans les territoires palestiniens occupés. L'aide internationale y reste vitale. Dans un contexte diplomatique bloqué, les sociétés israélienne et palestinienne apparaissent plus séparées que jamais.

Les priorités du CCFD-Terre Solidaire

Elles s'organisent autour de trois pôles prioritaires.

La paix

Promouvoir les initiatives favorisant la résolution des conflits, soutenir l'instauration d'États de droit, renforcer les voix modérées (musulmanes, chrétiennes, laïques) dans le monde arabe, prônant une vision modérée du monde face à la montée des extrémismes.

La souveraineté alimentaire et les modèles de développement agricole

Préserver l'environnement, lutter contre la désertification, promouvoir l'accès de tous aux ressources naturelles, limiter l'exode rural en développant des activités annexes tel que le tourisme solidaire. Favoriser la mise en réseau des partenaires de différents pays autour de ces questions.

Le renforcement des sociétés civiles locales

Favoriser le décloisonnement et le lien au sein des sociétés, et entre sociétés. Promouvoir des initiatives allant à l'encontre des replis communautaires, en dépassant les références confessionnelles et en contribuant à la création de mouvements de société. Renforcer les capacités des acteurs de la société civile, favoriser leur mise en réseau.

EXEMPLE DE PROJET SOUTENU

EGYPTE : promouvoir le rôle des femmes en zone urbaine

En Égypte, la deuxième moitié du XX^e siècle a été marquée par de grands mouvements de populations. Beaucoup de paysans sans terre n'arrivant plus à vivre de leur activité agricole ont dû s'exiler vers la ville.

La naissance de la zone surpeuplée de Gad El Sed, à la périphérie de la ville de Minia (240 km au sud du Caire) est l'une des conséquences de ce phénomène. Cette zone constituée par d'anciens abattoirs réunit tous les maux propres au mal-développement : taux de chômage le plus élevé de toute la Haute-Égypte, concentration des familles dans des bidonvilles dépourvus de toute hygiène, malnutrition, fort taux d'analphabétisme chez les adultes, décrochage scolaire chez les enfants.

Aider les plus pauvres à prendre leur avenir en mains

Face à l'absence ou à la désertion des pouvoirs publics, la communauté des Jésuites de Minia, partenaire du CCFD-Terre Solidaire, s'est très tôt engagée dans cette zone "oubliée" de Gad El Sed. Autour du Frère Selim Chamaoun qui est devenu une personnalité charismatique bien connue des populations marginalisées de Minia, l'association des Jésuites a créé

un centre social multifonctionnel. Un effort tout particulier a été porté sur la promotion du rôle de la femme considérée comme le pivot de la famille et comme acteur fondamental de changement dans les domaines sociaux, culturels et économiques.

Des résultats encourageants

Une centaine de femmes, jeunes mères de famille, et une centaine d'enfants et de jeunes écoliers, sont les bénéficiaires directs de cette action. Indirectement, ce sont plus de 400 familles qui se trouvent impliquées dans les retombées du projet.

Les conditions de vie — hygiène, santé, éducation — ont progressé de façon nette pour une partie de la population. Une centaine d'enfants ont amélioré leur niveau scolaire grâce à un programme de soutien adapté. 40 projets visant à promouvoir auprès des femmes des activités génératrices de revenus ont été initiés ; sur place, une équipe est spécialement formée pour coordonner et assurer le suivi des actions de développement local. L'espérance est en marche à Gad El Sed.

Avec le CCFD-Terre Solidaire, agir en faveur des Migrants

En 2007, le CCFD-Terre Solidaire a soutenu 45 projets en faveur des migrants pour un montant global de 740 717 €.

Quelques repères

Dans ce contexte de mondialisation où la mobilité des ressources et des capitaux est désormais une réalité, la mobilité des personnes fait encore débat. Devant des politiques migratoires de plus en plus sécuritaires, nombreux sont les migrants en provenance des pays en voie de développement qui se heurtent aux frontières fermées du nord.

Or, l'accroissement des écarts entre pays riches et pays pauvres et l'extension des zones de guerre et de conflits sont chaque jour la cause de nouveaux départs.

De plus en plus de candidats à l'émigration transitent par des filières informelles et dangereuses.

Contexte

Instauration de politiques migratoires répressives

Les politiques mises en place ont ainsi conduit à fermer les frontières et à parfois construire des murs entre le Nord et le Sud. L'Union européenne met en place des dispositions législatives et réglementaires de plus en plus répressives qui affectent les droits des non européens.

Mobilisation d'acteurs de société civile au sud sur cet enjeu

De plus en plus d'associations et acteurs de la société civile se mobilisent dans les pays de départ et de transit pour venir en aide aux migrants en déshérence sur le parcours, proposer des alternatives au départ et défendre le droit à la mobilité.

Perception du migrant comme acteur de développement

Le rôle positif des migrants comme

acteurs de développement est de plus en plus visible. Nombreuses sont les communautés de migrants qui se mobilisent pour mettre en œuvre et promouvoir des actions de développement dans leur pays d'origine ou d'accueil.

Les priorités du CCFD-Terre Solidaire

Elles s'articulent autour de quatre axes : défense des droits des migrants, appui aux actions de développement dans les pays d'origine, renforcement des sociétés civiles et appui de proximité.

Défense des droits des migrants

Le CCFD-Terre Solidaire entend apporter un appui aux immigrés et aux réfugiés demandeurs d'asile et accroître le soutien aux associations qui concourent à construire et consolider le statut citoyen des immigrés établis en France par l'accès aux droits et leur exercice effectif, par la lutte contre les discriminations et par le renforcement de leur participation à la vie publique locale et nationale.

Appui aux actions de développement dans le pays d'origine

Le CCFD- Terre Solidaire souhaite

encourager les actions de développement initiées par des immigrés en France, d'émigrants rapatriés ou de candidats au départ, dans leur pays d'origine, qui constituent des alternatives durables au départ systématique et des possibilités d'insertion ou de réinsertion au pays.

Renforcement des sociétés civiles locales dans le pays du Sud et de l'Est

A partir de contextes socio-politiques géographiquement divers, le CCFD cherche à renforcer l'action collective d'acteurs de sociétés dans leurs initiatives cherchant à relayer auprès des décideurs, les préoccupations des populations défavorisées, notamment les jeunes frappés par le sous-emploi, en matière de migrations et de mobilité.

Appui de proximité sur le parcours

Un soutien d'urgence est apporté aux structures et relais, souvent d'église, qui viennent en aide aux migrants en déshérence sur les routes et dans des zones de transit où ils risquent de subir des violences, et violations multiples de droits humains.

EXEMPLE DE PROJET SOUTENU

IMMIGRATION : informer sur les vrais enjeux

Le réseau Migreurop, partenaire du CCFD-Terre Solidaire, est né d'une initiative collective menée autour d'une réflexion sur le centre de Sangatte, symbole concret de politiques d'asile et d'immigration défaillantes. Migreurop entend faire connaître la généralisation de l'enfermement des étrangers dépourvus de titre de séjour et la multiplication des camps, dispositif au cœur de la politique migratoire de l'Union européenne.

Les objectifs de Migreurop

Le réseau Migreurop entend mettre la lumière sur ces lieux d'enfermement et effectuer un travail de

fond sur les camps de rétention existants en France, aux frontières sud et orientales de l'Europe, et dans certains pays de transit, comme la Mauritanie.

En second lieu, Migreurop souhaite informer largement l'opinion publique sur les conséquences néfastes des politiques européennes menées jusqu'à présent dans le domaine de l'immigration, en y associant des ONG, des associations, des centres de recherche.

Enfin, Migreurop cherche à intervenir juridiquement lorsque cela est possible auprès des juridictions européennes et nationales pour défendre le droit des migrants.

Les cofinancements

Une expertise renommée

Le CCFD-Terre Solidaire est reconnu pour son expertise à l'échelle mondiale. Il est également apprécié pour la qualité des partenariats qu'il a su tisser sur le long terme avec des organisations locales. Grâce à cette compétence, le CCFD-Terre Solidaire bénéficie pour certains projets, de cofinancements de l'Union européenne, du ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE), de fondations ainsi que de certaines collectivités locales.

Le renforcement des partenaires

Par les contacts avec les bailleurs de fonds publics, les partenaires de terrain du CCFD sont en mesure de faire pleinement reconnaître leurs compétences et leur savoir-faire.

Par le cofinancement, ces partenaires disposent d'un environnement porteur pour valoriser les approches originales ou innovantes qu'ils mettent en œuvre. Ils peuvent aussi faire la démonstration de leur capacité à répondre à des exigences — souvent lourdes et complexes — de gestion, de suivi, de rendu des comptes et d'évaluation des résultats.

Des fonds propres importants

Plus de 80 % des ressources du CCFD proviennent de la générosité de ses donateurs et de la forte mobilisation du réseau de ses bénévoles. Grâce aux cofinancements, le CCFD dispose de moyens supplémentaires pour renforcer ses ac-

tions et celles de ses partenaires : c'est l'effet "levier".

Ainsi par exemple en 2007, 100 € collectés par le CCFD en fonds propres et affectés au soutien aux partenaires sur un projet cofinancé, ont ainsi permis de mobiliser 206 € en fonds publics, soit un coefficient multiplicateur proche de 2.

Un changement d'échelle

Les cofinancements ouvrent également la possibilité de s'engager sur des programmes de plus grande envergure élaborés sur plusieurs années. Ils favorisent souvent la concertation et la collaboration entre organisations de la société civile du Sud.

Les cofinancements et les deux missions du CCFD-Terre Solidaire

Les cofinancements concernent les deux missions du CCFD-Terre Solidaire menées en France et dans le monde.

Ainsi, en 2007, le CCFD-Terre Solidaire a-t-il poursuivi les actions de sensibilisation et de mobilisation de l'opinion publique qu'il mène depuis plusieurs années dans notre pays, avec le cofinancement du MAEE : par exemple appui à EDUCASOL, la plate-forme des

ONG françaises ayant des activités d'éducation au développement, et au collectif « *Éthique sur l'Étiquette* ».

Le CCFD-Terre Solidaire s'est engagé par ailleurs avec le partenaire khmer Mith Samlanh sur un projet au Cambodge – cofinancé par l'Union européenne - visant à favoriser l'intégration au sein du système scolaire primaire de 1 300 enfants de la rue et des enfants déscolarisés ou encore sur un programme d'amélioration des conditions sanitaires et de l'accès à l'eau au Sud Soudan, mené par l'association ACORD et cofinancé par le MAEE.

Le CCFD-Terre Solidaire a également appuyé d'autres actions de développement et de réhabilitation engagées au Sud et à l'Est par ses partenaires locaux.

En 2007, le CCFD-Terre Solidaire a reçu 4 099 608 euros de cofinancements et de subventions pour contribuer au développement des projets menés avec ses partenaires à travers le monde et en France.

Agir ici



Le réseau : un puissant potentiel d'hommes, de femmes, de jeunes...

Pour remplir sa mission, le CCFD-Terre Solidaire s'appuie sur un réseau de 15 000 bénévoles organisés en 99 délégations diocésaines et regroupe 28 mouvements et services d'Église qui unissent leurs forces au sein du CCFD en faveur du développement et de la solidarité.

Une équipe permanente de 165 salariés travaillent à Paris ou en région.

Les bénévoles du CCFD-Terre Solidaire interviennent tout au long de l'année pour animer réunions, ren-

contres, débats ; accueillir des partenaires, notamment pendant la Campagne de carême ; assurer la collecte de carême ; organiser les manifestations dans le cadre de l'opération "*Bouge ta planète*" ; relayer localement les campagnes d'opinion ou de lobbying (signatures de pétitions), etc.

Ce puissant potentiel de courage, de conviction, de bonne volonté, mis au service des plus pauvres constitue l'un des principaux atouts du CCFD-Terre Solidaire dans la conduite de son action.

Pour favoriser une solidarité internationale plus active, faire évoluer durablement les mentalités

UNE ANNÉE D' ACTIONS

En 2007, de nombreuses actions d'envergure ont permis au CCFD-Terre Solidaire de remplir la mission que l'Église de France lui a confiée, ici en France : promouvoir auprès de nos concitoyens une éducation au développement leur permettant de mieux en comprendre les enjeux dans leur diversité.

Vous découvrirez ci-dessous quelques-uns des événements les plus marquants.



LA CAMPAGNE DE CARÊME AUPRES DES JEUNES : ROMS, GITANS, MANOUCHES

Chaque année depuis 1961, à la demande des évêques de France, le CCFD anime, pendant le temps de carême, une campagne de solidarité en faveur des populations victimes de l'injustice dans le monde. En 2007, pour la 2^e année consécutive, le CCFD a invité particu-

lièrement les publics jeunes à se pencher sur la réalité d'un peuple de près de 9 millions de personnes en Europe, qui subit, dans la plus grande indifférence, de graves discriminations : les Roms, Gitans, Manouches.

Ce sujet s'est avéré difficile et dérangeant. Mais au terme de ces deux années d'information, les résultats ont démontré la pertinence de ce choix : l'an passé, 41 partenaires venus du monde entier se sont associés à cette campagne, notamment des représentants de Roms, Gitans et Manouches. 99 délégations diocésaines ont organisé dans toute la France plus de 2 000 animations.

Pour son courage et sa qualité, l'ensemble de cette campagne a été récompensé par le prix décerné par le Haut Commissariat à la Coopération internationale.

BOUGE TA PLANÈTE : LES JEUNES S'ENGAGENT

La démarche "*Bouge ta planète*" permet chaque année à des milliers d'ados d'exprimer leur solidarité. En trois défis il leur est lancé un objectif : bâtir un monde plus solidaire.

1^{er} défi : découvrir

Son but : leur permettre de modifier leur regard et de réorienter leur compréhension du monde vers plus de justice. L'accent était mis sur la situation en France des Roms migrants, fuyant le racisme et la discrimination dont ils sont l'objet dans les pays d'Europe centrale et orientale.

Citoyens français à part entière, Roms, Gitans, Manouches rencon-

trent aussi les plus grandes difficultés à faire respecter leurs droits les plus élémentaires, notamment dans les domaines de la santé, de l'emploi, de l'éducation ou du logement (nombre d'emplacements largement insuffisant pour les gens du voyage).

2^e défi : soutenir

Son but : leur permettre de réaliser un acte solidaire fort en mettant en œuvre une collecte au profit de l'ensemble des initiatives mises en œuvre par des partenaires du CCFD. Deux exemples :

- L'Asav (Association pour l'accueil des voyageurs) qui s'engage auprès des Roms roumains en France : aide à l'insertion des enfants à l'école, action en faveur de la construction d'aires d'accueil aménagées pour les gens du voyage, et prévus par la loi Besson.
- Le FBSH enfants du monde Albanie : cette association accueille les enfants des rues de Tirana, Roms pour la plupart, autour d'un projet éducatif leur permettant, à terme, de devenir, eux aussi, des "citoyens à part entière".

3^e défi : interpeller

Son but : rassembler les "bougeurs de planète" afin qu'ils puissent déployer leurs actions à plus grande échelle et leur donner un maximum de visibilité, le jour du grand rassemblement national, le 24 mars 2007.

Les jeunes ont ainsi rivalisé de créativité et d'humour pour donner au grand public l'envie d'en savoir plus. Musique, danse, art plastique, théâtre, grands jeux, défis sportifs étaient au rendez-vous.

Gros plan sur deux défis

Roquette (Haute-Garonne) : une rencontre riche d'espoir

À Roquette, plus de cinquante ados se sont retrouvés, venant de tout le diocèse, notamment des groupes Scouts et Guides de France et des aumôneries, ainsi que des "Manouches" de la région, accompagnés par leurs enseignants en classe mobile.

Auparavant, les jeunes des Mouvements et Services (MSE) étaient partis en reportage auprès des mairies pour connaître leur politique d'accueil des gens du voyage. Quant aux enfants manouches, ils avaient, eux aussi, préparé avec leurs enseignants, cette rencontre avec des "gadgés" (non Manouche) de leur âge. Pas facile, en effet, de se retrouver du jour au lendemain au centre de l'attention quand on a plutôt l'habitude d'être mis de côté !

Vaincre ses craintes

Les découvertes des jeunes des MSE lors de leurs enquêtes ont été complétées par le récit des Manouches sur leur vie quotidienne. Ils ont été touchés par toutes les conséquences, notamment au niveau scolaire, qu'entraînent les changements fréquents d'emplacements des familles manouches, dus au manque de possibilités de stationnement sur la région.

Dès le début de la rencontre, le jeu de découverte interculturelle "relation minorité/majorité" a donné l'occasion aux participants de vaincre un peu de leur timidité, de se rapprocher et de dédramatiser les craintes. Les ados des MSE ont

aussi présenté et mimé des contes venant de la tradition rom.

L'après-midi s'est prolongé par un jeu puis par la mise en commun de la collecte faite dans les semaines précédentes, collecte qui est aussi un premier pas de sensibilisation car elle se fait face à face avec le donateur ! Cinq cents euros ont été ainsi récoltés.

Blois (Loir-et-Cher) : porter le débat devant le public

Ouvert au public, un programme d'une demi-journée était proposé aux participants. Il était consacré à la découverte des Manouches de France et des problèmes que pose notamment la non application, par les communes de plus de 5 000 habitants, de la loi concernant la construction d'aires d'accueil pour les gens du voyage.

C'est une famille manouche réunie dans une troupe baptisée malicieusement "No mans Land" qui a animé la première partie de l'après-midi devant plus d'une centaine de personnes, dont une majorité de jeunes. Un spectacle interactif facétieux présentait la longue migration des Roms jusqu'en Europe de l'Ouest. Puis suivait une série de sketches nostalgiques, mais sans amertume, et surtout très drôles sur la disparition des métiers traditionnels des Manouches. Une manière subtile de dire : "nous aussi, on bouge avec le monde, et nos manières, parfois différentes, d'être et de vivre ne devraient pas nous interdire d'être des citoyens à part entière".



LANCEMENT D'UN NOUVEAU THÈME D'ANIMATION : LE SENS DU DÉVELOPPEMENT

Pour quatre années 2007-2008 à 2010-2011, le thème d'animation retenu par le CCFD-Terre Solidaire a pour intitulé : “*Le sens du développement*”.

En effet, le mot “développement” a ceci de particulier qu'il désigne à la fois un processus et un résultat. Il est donc tout à fait essentiel de se mettre d'accord sur ce dont on parle. Quel sens précis donnons-nous à ce mot ; de quel contenu le chargeons-nous ; dans quelle direction voulons-nous le conduire ? Parce que ces interrogations constituent de vraies questions, le visuel retenu pour illustrer ce thème est un point d'interrogation. Ce symbole exprime que rien n'est figé, que tout est encore possible. Il dit aussi à tous les habitants de notre planète que l'avenir de celle-ci est entre leurs mains.

Nous avons tous un objectif que nous projetons à l'échelle de toute notre planète : mieux vivre ensemble dans le respect d'une égale dignité de chacun. Mais quel modèle de société nous permettra de réaliser ce projet vital pour tous ? Quelle stratégie nous donnera les moyens concrets de lutter contre l'accroissement des inégalités, l'injustice des échanges internationaux, les blocages des négociations internationales ; contre la mauvaise

appréhension des questions sociales, la montée des intégrismes, les crises énergétiques et environnementales ?

Les points d'interrogation se multiplient. Le CCFD-Terre Solidaire s'engage donc, pour les années à venir, dans une réflexion approfondie sur ces problèmes essentiels.

2007-2008, 1^{re} étape : les modes de développement en question

Dès 2007, les jeunes comme les adultes ont commencé à réfléchir et à travailler sur la 1^{re} déclinaison du thème, à savoir : “Les modes de développement en question”.

Par son expérience et son expertise, le CCFD a toute légitimité pour penser, sur le long terme, au type de développement qui convient le mieux à notre planète comme à celles et ceux qui y habitent.

Les partenaires du CCFD sont également parties prenantes pour aborder ce thème multidimensionnel qui trouvera, année après année, des applications concrètes.

LA FORMATION : UN OUTIL STRATÉGIQUE

La formation du réseau constitue un élément fort et prioritaire dans la mise en œuvre de la mission du CCFD : “*Éducation au développement*”. Celle-ci revêt en effet plusieurs dimensions. Si l'aspect pédagogique est essentiel, il n'est pas le seul. Il faut aussi coordonner des actions de plaidoyer, dynamiser la vie associative, collecter, gérer les finances, renforcer les relations avec les partenaires du Sud et de l'Est.

Toutes ces missions requièrent un

large éventail de savoirs : capacité d'analyse et de réflexion, méthodes de travail et d'animation, maîtrise d'outils et de techniques.

Tous concernés

Conscient de ces besoins, le CCFD-Terre Solidaire organise depuis quelques années des sessions de formation destinées à l'ensemble des bénévoles : membres d'équipes d'animation, de délégations diocésaines, d'équipes locales ou de commissions diocésaines. Chacun peut trouver dans ces différentes sessions une formation adaptée à son parcours antérieur comme à ses responsabilités présentes ou futures.

Un plan national au service de stratégies locales

La politique de formation au CCFD a aussi un autre objectif : la démultiplication.

Les formations nationales ne prennent vraiment leur sens que si les personnes formées peuvent, à leur tour, former des bénévoles à l'échelon local. Ces formations ne se focalisent donc pas uniquement sur le transfert de contenus ou de méthodes, elles visent aussi à accompagner les participants dans cette démarche de démultiplication.

Quelques chiffres

Le premier week-end d'octobre 2007, 110 délégués de régions sont venus pour une session de formation sur le nouveau thème d'animation. Il s'en est suivi 9 formations en région et 88 formations en diocèse. 98 lieux de “démultiplication” ont permis de former quelque 4 000 bénévoles.

Un travail de fond porteur de fruits sur le long terme.

Les thèmes de formation

Les fondements du CCFD • La politique de partenariat international • l'éducation au développement • Le plaidoyer • La collecte • Le développement de la vie associative •



ÉTAT D'URGENCE PLANÉTAIRE

La campagne “*État d’urgence planétaire, votons pour une France solidaire*” avait un double objectif : d’une part, sensibiliser les électeurs ; d’autre part interpeller les divers partis et candidats aux élections présidentielles et législatives du printemps 2007 sur les thématiques essentielles chères au CCFD et aux autres associations participant au collectif de cette campagne.

Les campagnes d’opinion comportent presque toujours un volet d’interpellation des décideurs politiques ou économiques qui s’effectue généralement à l’échelon national. L’originalité de cette campagne était de porter l’interpellation à l’échelon local. Une centaine de candidats aux législatives ont ainsi été rencontrés par les collectifs locaux.

Cette démarche a révélé que les candidats à la députation ne sont généralement pas des spécialistes des questions de solidarité internationale. Ces rencontres ont donc permis, dans bien des cas, de sensibiliser ces hommes et ces femmes à des réalités qu’ils ignoraient. Elles ont ainsi mis en lumière les sujets sur lesquels les organisations initiatrices de la campagne avaient toute légitimité d’intervenir auprès des politiques. Ainsi le CCFD pouvait-il intervenir de bon droit sur les questions de souveraineté alimentaire, d’autres sur les problèmes d’environnement ou de santé...

À la rencontre des partis

Cette campagne avait aussi une dimension nationale puisque tous les grands partis ont été invités à ré-

votons pour une France solidaire!

pondre à un questionnaire concernant leurs positions en matière de solidarité internationale. L’encadré ci-dessous synthétise les résultats de cette action nationale de plaider.

COLLECTIF “ÉTHIQUE SUR L’ÉTIQUETTE” : NOUVEAU DÉPART

Mis en sommeil depuis le printemps 2006, le collectif « *Éthique sur l’étiquette* » renaît. Une nouvelle association réunissant une quinzaine de membres fondateurs s’est constituée en septembre 2007 pour reprendre les objectifs toujours pertinents de l’ancien collectif, mais dans une dynamique nouvelle.

Le respect des droits de l’Homme au travail

Le nouveau collectif a pour ambition de contribuer à améliorer, à

l’échelon de la planète, le respect des droits humains dans le cadre du travail. Il s’agit donc bien de promouvoir le progrès social en engageant des négociations dans des filières de production de biens commercialisés en France et achetés par les particuliers ou les pouvoirs publics.

Priorité : les secteurs à forte densité de main-d’œuvre

C’est en effet dans ces secteurs — confection, fabrication d’articles de sport, industrie du jouet, etc. — que se posent les problèmes les plus préoccupants. L’action du nouveau collectif s’exerce en lien avec le réseau international Clean Clothes Campaign.

L’action collective combinera campagne d’opinion et interpellation des entreprises et elle s’articulera avec les organisations du Sud qui agissent dans ces mêmes secteurs.

Collectifs locaux

114 collectifs locaux fonctionnaient déjà avec l’ancien collectif ; ils vont pouvoir reprendre et poursuivre leur engagement avec la

Bilan de la campagne en quelques chiffres

Présentation de la campagne : 11 fiches thématiques pour 38 revendications
Parmi ces 38 revendications du collectif :

- 30 ont été reprises par Les Verts,
- 24 par le PCF,
- 23 par le PS,
- 7 par l’UDF-Modem,
- 5 par l’UMP.

Rencontres avec les partis et candidats :

- 26 au niveau national,
- 96 au niveau local (candidats aux législatives).

Place de la campagne dans les médias :

- 2 interventions télévisées (télévisions régionales),
- 47 articles sur des sites internet,
- 8 interventions radiodiffusées,
- 45 articles dans la presse nationale,
- 151 dans la presse locale.

Nombre de collectifs locaux : 65

Présent dans 47 d’entre eux, le CCFD-Terre Solidaire a été l’organisation la plus représentée.

nouvelle structure. Ils mettront en œuvre sur leur terrain respectif la politique d'information, de sensibilisation et d'éducation de l'opinion publique française du collectif national.

Le travail de plaidoyer concernant les différents acteurs des filières de production et les pouvoirs publics, va donc être non seulement remis en œuvre mais également renforcé et amplifié.

Une très bonne nouvelle pour celles et ceux qui se mobilisent en faveur du respect des droits les plus fondamentaux.

LE FESTIN SOLIDAIRE 2007

Le projet du "Festin solidaire" est né d'une volonté du CCFD-Terre Solidaire : faire comprendre d'une autre manière les enjeux essentiels liés aux problèmes de l'alimentation dans le monde.

C'est dans cet esprit qu'a été conçu l'événement "Festin solidaire" qui a trouvé tout naturellement sa place dans le cadre de la Journée mondiale de l'alimentation. Il s'est déroulé sur trois jours, les 16, 20 et 21 octobre 2007.

Les membres fondateurs du nouveau collectif

- Association française des volontaires du progrès (AFVP)
- Association Léo Lagrange pour la défense des consommateurs
- CCFD
- Cités Unies France
- CFDT (Confédération française démocratique du travail)
- CFIE (Centre français d'information sur les entreprises)
- CMR (Chrétiens dans le monde rural)
- FSU (Fédération syndicale unitaire)
- Indecosa CGT (Association pour l'information et la défense des consommateurs salariés liée à la CGT)
- Oxfam France Agir ici
- Peuples solidaires
- Ritimo

Un travail collectif et transversal

Dès le printemps 2007, un groupe de travail piloté par la Direction relations donateurs s'est mis en place. Il comportait l'unité médias, la Direction EAD, la Direction Vie associative, la Direction Plaidoyer. L'objectif était de concevoir un événement répondant à un cahier des charges précis. Il devait bien représenter l'activité et la vocation du CCFD-Terre Solidaire, être destiné au grand public, intéresser les médias, être déconnecté de la Campagne de carême et illustrer les thèmes de forte implication pour le CCFD-Terre Solidaire : la lutte contre la faim et les inégalités, la promotion de l'agriculture familiale, la souveraineté alimentaire, les pays les plus pauvres.

Un public fortement participatif

Pour mettre en scène l'événement, le CCFD a travaillé avec l'association Ars Anima qui avait déjà monté deux autres événements en partenariat : "*Un voyage pas comme les autres*" qui posait le problème des réfugiés et "*Maux*

croisés" qui évoquait le douloureux problème du Sida.

Le mardi 16 octobre, une centaine de personnalités, de journalistes de la presse écrite, de la radio, de la télévision, ainsi que des partenaires du CCFD ont été conviés à participer au "festin".

À peine arrivés dans le décor sobre et feutré de la salle du premier étage du Musée de l'Homme, les convives étaient immédiatement pris en main par des "témoins de la terre". Un lavage de mains symbolique évoquait à la fois le repas qui s'annonçait et la nécessité de laisser au dehors les préoccupations quotidiennes extérieures. Ensuite, un comédien était chargé de préparer les invités à entrer dans leur nouveau personnage... au moins le temps de ce festin.

Par le miracle du spectacle, chaque convive devenait acteur. L'un devait endosser le rôle de Mourad, travailleur marocain clandestin dans des serres d'Andalousie, l'autre se glissait dans la peau de Jacques, exploitant laitier en Normandie, cet autre encore devenait Dianto, cultivateur à Bornéo. Tous étaient appelés à affronter les conséquences de la libéralisation des marchés agricoles et de l'intensification des modes de production.

Les trois temps forts du festin

Le résultat, chacun le découvrait dans son assiette. Un menu parfois peu réjouissant pour les petits paysans chassés de leur terre, transformés en ouvriers de l'agro-industrie et incapables désormais de vivre décemment de leur travail. Rythmé par les interventions de six comédiens professionnels, le repas était scandé par trois temps forts :

Festin Solidaire

- Retour dans les années 70 avec le rêve de pouvoir nourrir toute la planète et la montée en puissance de l'agro-industrie et ses dérives.
- Les conséquences de nos modes de consommation et de notre modèle de développement sur la planète et sur les conditions de vie des populations du Sud.
- La prise de conscience d'un nécessaire changement individuel et collectif.

Pour le CCFD-Terre Solidaire, les solutions existent : elles passent par l'avènement de nouvelles règles du commerce mondial en matière agricole et par un soutien massif à l'agriculture familiale.

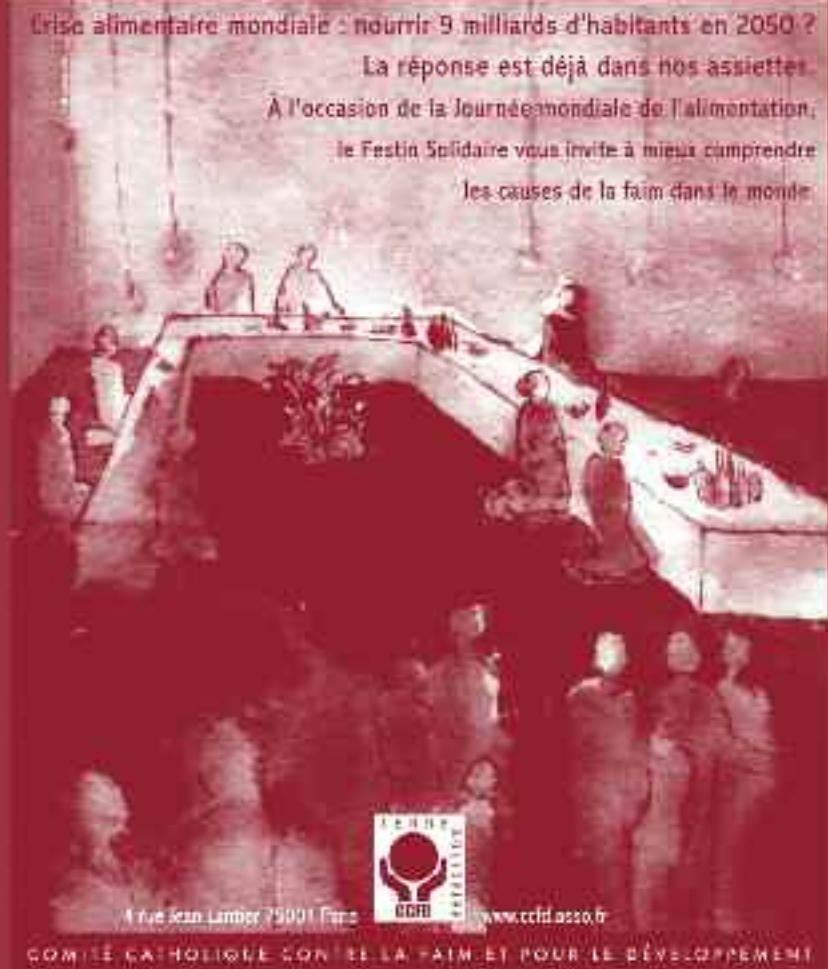
Chaque participant, préalablement interpellé sur ses propres choix de consommation, était ensuite questionné sur sa volonté de s'engager individuellement et collectivement dans cette lutte. Simples déclarations de bonnes intentions ? Pas uniquement. Également une vraie prise de conscience.

Le site www.festinsolidaire.org ainsi que les fiches laissées aux convives permettaient de rebondir sur ces propositions et de démultiplier le message.

À l'issue du festin, chacun pouvait mieux comprendre la conclusion de l'événement.

Les retombées médias (TV, radio, presse écrite) ont été nombreuses et très concluantes. Aux dires de ces derniers et des officiels présents le 16 octobre ainsi que du public du week-end, le CCFD-Terre Solidaire a vu juste en proposant cet événement.

Les quatre festins ont réuni en tout plus de 200 personnes séduites de toute évidence par la manifestation. Une vraie réussite.



Parc de la Villette du 16 au 19 octobre 2008

Pavillon Paul Delouvrier, M^e Porte de Pantin

www.festinsolidaire.org

Réservations au 01 40 03 75 75



en partenariat avec

ILA ILLETTE

Rapport financier : les comptes de l'année 2007



En contraste avec les deux années précédentes, la contraction de nos ressources que nous avons prévue dès 2006, s'est confirmée en 2007. Nous n'avons cependant pas ralenti les engagements sur nos missions.

Le déficit modéré qui en résulte fait suite à l'excédent réalisé en 2006 et n'altère pas la situation financière saine et satisfaisante du CCFD.

Dans la présentation de nos comptes que nous vous proposons ici à partir du Compte d'Emploi des Ressources, nous avons opéré des ajustements afin de faciliter la lecture et de mieux délimiter ce qui correspond d'une part aux dépenses

directement consacrées aux missions sociales et d'autre part aux frais de fonctionnement. Ceux-ci concourent également, indirectement mais de façon essentielle, à la réalisation de nos missions.

Les crises successives qui affectent notre monde touchent au premier chef les plus fragiles, les plus démunis, et exigent de notre part une solidarité continue et renforcée. Vous êtes très nombreux à soutenir par votre générosité les actions que mènent nos partenaires dans les pays où sévissent la faim et l'injustice. Les progrès qu'ils obtiennent, les succès qu'ils remportent sont aussi les vôtres. Nous-mêmes, bénévoles et salariés du CCFD, sommes soucieux d'y contribuer activement et efficacement, à la mesure des moyens importants dont vous nous confiez la gestion.

Martial LESAY
Trésorier national

Bilan au 31/12/2007 en euros

Actif	Net au 31/12/06	Net au 31/12/07	Passif	Net au 31/12/06	Net au 31/12/07
Immobilisations incorporelles et corporelles	8 254 868	8 773 615	Ecart de réévaluation	1 556 841	1 556 840
Immobilisations financières	2 526 205	2 641 044	Réserves	13 786 061	14 686 061
			Report à nouveau	3 406 871	4 166 650
			Résultat de l'exercice	1 659 778	-458 555
Total Actif Immobilisé	10 781 073	11 414 659	Total des Fonds Propres	20 409 551	19 950 996
Stock	22 686	11 716	Provisions	11 980	155 459
Créances	3 209 039	2 537 614	Fonds dédiés	950 534	1 139 088
Disponibilités	16 697 016	19 309 623	Dettes	9 338 642	12 028 962
Total Actif Circulant	19 928 741	21 858 953			
Compte de régularisation actif	893	893			
Total Général	30 710 707	33 274 505	Total Général	30 710 707	33 274 505

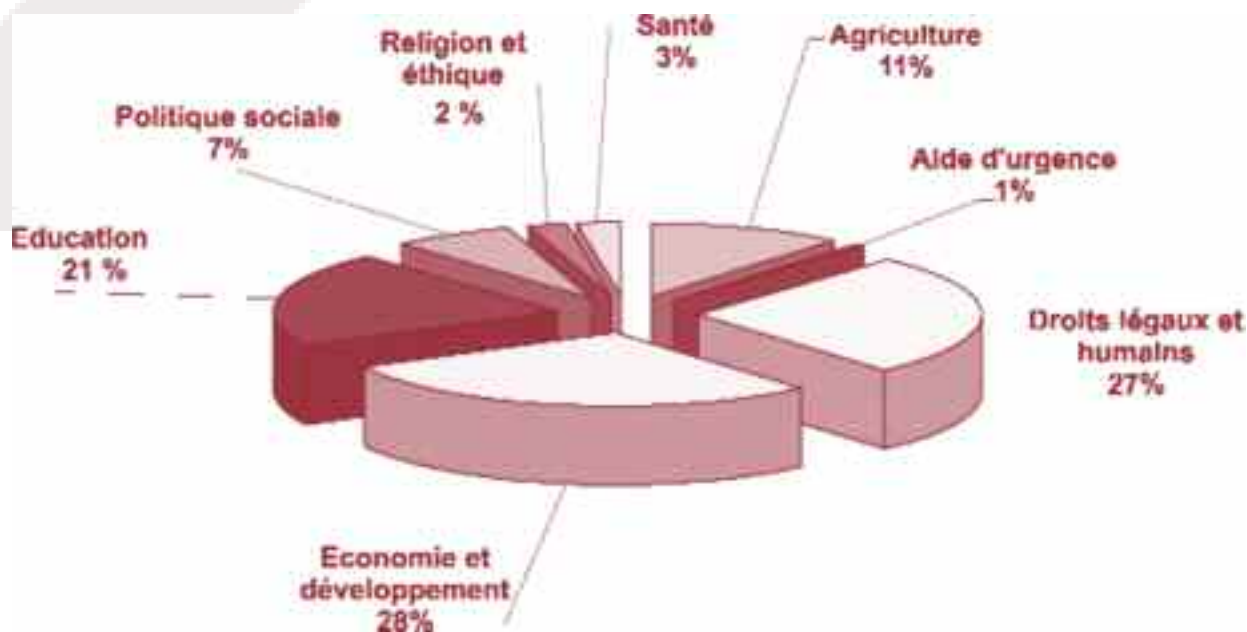
Les comptes 2007 ont été certifiés par le cabinet KPMG, commissaires aux comptes à Paris-La Défense.

Les fonds propres associatifs s'élèvent à 19 950 996 €. Leur diminution par rapport à 2006 correspond au déficit de l'année. L'augmentation des immobilisations corporelles est liée à la restructuration des bâtiments du siège commencée en 2006.

Les immobilisations financières comprennent la participation du CCFD au capital de la SIDI, sa filiale en charge du développement de la microfinance, en particulier en Afrique.

PROJETS 2007 RÉPARTITION PAR THÈME

En 2007, le CCFD a soutenu dans 65 pays, 508 projets dans de nombreux domaines d'intervention.



LA SIDI

Depuis sa création en 1983 par le CCFD, la SIDI –Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement– a développé des partenariats avec plus de 60 institutions de financement et d'accompagnement des petites entreprises dans plus de trente pays en Afrique, Amérique latine, Asie et Europe de l'Est.

La SIDI a ainsi constitué une chaîne de solidarité pour le financement. Des actionnaires ici investissent dans la SIDI afin que là-bas ceux qui sont exclus des systèmes bancaires puissent accéder à un financement qui leur permette de mettre en place des activités génératrices de revenus.



Grâce aux mécanismes de crédit mis en place localement, le réseau des partenaires de la SIDI a permis l'octroi en 2007 de plus d'un million de prêts, de 50 à 5 000 €, à des micro-entrepreneurs de ces pays.

Le CCFD détenant avec deux congrégations plus de 50 % des actions de la SIDI, est garant de la politique mise en œuvre.

Les revenus du Fonds commun de placement Faim et Développement collectés par le CCFD (plus d'un million d'euros en 2007) sont reversés à la SIDI pour soutenir sa mission d'accompagnement et de formation des partenaires.

EMPLOIS

	2006		2007	
	Montant	%	Montant	%
Projets Afrique	5 013	13,7 %	4 866	13,5 %
Projets Amérique latine	3 393	9,2 %	3 462	9,6 %
Projets Asie, Océanie	3 089	8,4 %	3 548	9,8 %
Projets Europe centrale et orientale	900	2,5 %	874	2,4 %
Projets Migrants	816	2,2 %	741	2,0 %
Projets Bassin Méditerranéen	1 150	3,1 %	2 070	5,7 %
Autres actions toute zone	1 988	5,4 %	1 531	4,2 %
Autres Projets	0	0,0 %	0	0,0 %
Projets sur ressources affectées	1 096	3,0 %	257	0,7 %
Suivi accompagnement Projets	3 344	9,1 %	3 240	9,0 %
Subvention SIDI	1 179	3,2 %	1 144	3,2 %
Appui aux partenaires	21 968	59,8 %	21 733	60,1 %
Education au développement	5 675	15,5 %	5 528	15,3 %
Achats de produits solidaires	170	0,5 %	166	0,5 %
Missions sociales	27 813	75,8 %	27 427	75,9 %
Frais de collecte	3 490	9,5 %	3 448	9,5 %
Frais traitement dons	730	2,0 %	726	2,0 %
Frais d'appel à la générosité	4 220	11,5 %	4 174	11,5 %
Frais communication	328	0,9 %	313	0,8 %
Frais de fonctionnement	3 298	9,0 %	4 069	11,3 %
Charges financières	372	1,0 %	113	0,3 %
Autres frais	3 998	10,9 %	4 495	12,4 %
Charges exceptionnelles	684	1,8 %	62	0,2 %
TOTAL DES EMPLOIS	36 715	100,0 %	36 158	100,0 %
Report de ressources affectées	906		751	
<i>EXCÉDENT</i>	<i>1 160</i>			
TOTAL GÉNÉRAL	39 281		36 909	

Les emplois 2007

L'APPUI AUX PARTENAIRES

L'appui aux partenaires dans leurs projets de développement est stable. Il a été marqué cette année par la signature de conventions pluriannuelles avec un certain nombre de partenaires. Cet engagement contractuel du CCFD sur plusieurs années veut offrir aux partenaires concernés les moyens de planifier leur action de développement sur le moyen terme. La signature de ces conventions fait partie de la stratégie définie dans notre Rapport d'orientation pour les années 2008-2012. Au niveau des zones géographiques, la part du Bassin Méditerranéen est en forte augmentation. Cette augmentation provient du cofinancement reçu de l'Union européenne pour le Mouvement Social Libanais.

La diminution constatée dans les projets sur ressources affectées correspond à un décalage entre la réception des fonds et leur utilisation.

L'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT

L'éducation au développement est la deuxième mission du CCFD. Elle est complémentaire de l'appui aux partenaires et se déploie dans toutes les actions de sensibilisation, d'information et de formation menées auprès des communautés chrétiennes, des pouvoirs publics et de l'ensemble de la société française. Elle comprend l'animation du réseau sur l'ensemble des diocèses de France, les campagnes de sensibilisation, la production d'outils d'animation et des publications dont Faim et Développement Magazine. Elle représente 15,3 % des dépenses de l'année.

LES FRAIS D'APPEL À LA GÉNÉROSITÉ

Il s'agit des frais concernant les appels au don (collecte de Carême, mailings, développement des produits financiers de partage et des legs et donations) et le traitement de ces dons (enregistrement, suivi, reçus fiscaux). Ils se maintiennent à 11,5 % des emplois. En 2007, 1,40 € de frais d'appel à la générosité ont rapporté 10 € de don.

LES AUTRES FRAIS

Les frais de communication sont restés stables et les frais financiers ont fortement diminué, mais les frais de fonctionnement sont en augmentation. Cette augmentation est liée pour partie aux investissements commencés en 2006 et poursuivis en 2007 pour la restructuration des locaux du siège à Paris. Cette augmentation est aussi liée à des frais de personnel et des honoraires plus élevés cette année mais qui retrouveront un niveau normal en 2008.

Les ressources du CCFD sont, comme en 2006, constituées à 83 % des produits de la générosité du public. Avec un total de 29.774 K€, ces produits sont en baisse de 4,67 % par rapport à 2006.

Le climat socio-économique morose, le phénomène de l'arche de Zoé, la difficulté à pérenniser certaines ressources peuvent expliquer en partie cette situation.

LES DONS

Il s'agit du produit des opérations de collecte par publipostages (mailings et *Lettre*

RESSOURCES	2006		2007	
	Montant	%	Montant	%
Dons ordinaires non affectés	27 362	72,6 %	26 089	72,7 %
Dons ordinaires affectés	441	1,2 %	105	0,3 %
Dons issus de l'épargne solidaire	1 375	3,6 %	1 711	4,8 %
Legs - Donations - Assurances vie	2 060	5,5 %	1 869	5,2 %
Total de la générosité du public	31 238	82,9 %	29 774	83,0 %
Cofinancements - Subventions	3 606	9,6 %	4 065	11,3 %
Abonnements	236	0,6 %	173	0,5 %
Vente de produits solidaires	375	1,0 %	366	1,0 %
Autres ressources	354	0,9 %	373	1,0 %
Reprises de provisions - Transferts de charges	322	0,9 %	233	0,7 %
Produits financiers	427	1,1 %	890	2,5 %
Autres produits	5 320	14,1 %	6 100	17,0 %
Produits exceptionnels	200	0,5 %	1 143	2 %
TOTAL DES RESSOURCES	37 701	100,0 %	35 889	100,0 %
Reprise de ressources affectées	1 580	-	562	
<i>Déficit</i>			<i>458</i>	
TOTAL GÉNÉRAL	39 281		36 909	

du CCFD) et des autres dons, ainsi que de l'ensemble de la collecte locale (dans les Délégations diocésaines). Nous constatons une baisse de 5,8 % sur ces produits de collecte, qui passent de 27 803 K€ à 26 194 K€.

LES DONS ISSUS DE L'ÉPARGNE SOLIDAIRE

On notera l'augmentation significative (24 %) des dons issus de l'épargne solidaire et éthique à 1 711 K€. Ces dons proviennent des trois fonds de partage CCFD :

- FCP Faim et Développement qui est affecté à la SIDI
- Sicav Eurco Solidarité qui est affectée aux projets Europe de l'Est et migrants
- FCP Éthique & Partage CCFD

LES LIBÉRALITÉS : LEGS, DONATIONS, ASSURANCES-VIE

L'année 2007 marque un recul de 9 % des legs soldés (à 1 870 K€), mais une très nette progression des legs en cours à fin décembre 2007 (dossiers reçus mais non réglés) : + 43 % par rapport à 2006 soit 5 280 K€ en montants à recevoir. L'ensemble du réseau des bénévoles du CCFD grâce à son implantation locale joue un rôle important dans le développement des libéralités.

COFINANCEMENTS ET SUBVENTIONS

Les ressources des cofinancements et subventions reçues s'élèvent à 4,1 M€, en augmentation de 0,5 M€ (soit + 13 %) par rapport à 2006. Cette variation s'explique notamment par le démarrage de deux nouveaux programmes cofinancés par l'Union européenne.

Le ministère des Affaires étrangères et l'Union européenne sont les deux principaux bailleurs publics, les initiatives post-tsunami étant pour la majorité arrivées à échéance cette année.

ABONNEMENTS

A 173 K€, les produits de ce compte sont en retrait. Si les abonnements à la *Lettre du CCFD* sont en hausse de 29 %, les abonnements à *Faim et Développement Magazine* sont eux en baisse.

VENTES DE PRODUITS SOLIDAIRES

Ils représentent 366 K€. La promotion des produits solidaires fait partie pour le CCFD de la mission d'éducation au développement. Elle est également une source de revenus qui concourent à soutenir les missions du CCFD.

LES PRODUITS FINANCIERS

Ils sont en forte hausse en 2008. Cette hausse est due à la vente de SICAV et autres produits financiers dont des

produits de l'épargne solidaire reçus en dons et en legs ces dernières années et qui étaient comptabilisés dans notre portefeuille à leur valeur de réception.

LES REPRISES DE RESSOURCES AFFECTÉES

Elles correspondent à l'utilisation en 2007 de dons affectés les années antérieures par les donateurs à des opérations spécifiques.

RÉSULTAT DE L'EXERCICE

L'exercice 2007 est déficitaire de 458 K€. Ce déficit traduit la volonté du CCFD de maintenir les emplois liés aux missions sociales malgré la contraction des ressources 2007. Ce déficit modéré qui fait suite à l'excédent important de 2006 n'affecte pas l'équilibre du CCFD.

Les mouvements et services d'église de la collégialité du CCFD

La "collégialité" du CCFD est constituée par l'ensemble des Mouvements et Services d'Église (MSE) qui le composent. Chaque MSE présente une sensibilité et des modes d'actions qui lui sont propres. Mais tous sont engagés avec la même conviction et la même énergie au service de la lutte contre la faim et de la promotion d'un développement au service de tous.

Dès 1961, à la suite de l'appel de la FAO relayé par Jean XXIII, des dizaines de Mouvements et Services d'Église déjà engagés dans des actions de solidarité nationale et internationale se mobilisent. Ensemble, ils décident de "relever le défi de la faim" et fondent le Comité catholique contre la faim (CCF) qui deviendra cinq ans plus tard le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD). C'est ainsi que s'est constituée la première collégialité.

Aujourd'hui, cette collégialité est composée de 28 MSE rassemblés autour de quatre points forts qui les unissent dans la réflexion et dans l'action.

• La dynamique collégiale : tous ont la volonté de vivre ensemble un projet commun à égalité de droit. Cette structure originale fait du CCFD un "Comité" et lui confère une dynamique remarquable, fruit de cette organisation collégiale.

• La dimension d'Église : le CCFD est un organisme reconnu par l'Église de France qui lui a confié la mission de sensibiliser les chrétiens à la solidarité internationale. Le CCFD met ainsi en œuvre la parole de l'Évangile qui invite tous les chrétiens à être solidaires de tous, en particulier des plus pauvres.

• L'unité dans la diversité : les 28 MSE constituent une photographie vivante du peuple des croyants dans sa diversité. Diversité de genre, hommes et femmes réunis au sein d'une même action. Diversité de générations : enfants, jeunes, adultes, retraités. Diversité de culture : artisans, représentants du monde rural, ouvriers, enseignants, professions libérales... Diversité de mission : alphabétisation, évangélisation, promo-

tion de la paix, éducation civique, développement de liens sociaux et du tissu associatif.

• La promotion de valeurs communes : cette diversité est une richesse. Elle favorise l'échange, le partage et permet de promouvoir quelques-unes des valeurs communes qui constituent le socle sur lequel s'est bâti le CCFD : respect et défense de la dignité de l'Homme, foi en ses capacités et en son avenir, volonté de construire une communauté humaine plus juste et fraternelle.

LISTE DES MOUVEMENTS ET SERVICES D'ÉGLISE (MSE) CONSTITUANT LE CCFD

- ACE (Action catholique des enfants)
- ACF (Action catholique des femmes)
- ACI (Action catholique des milieux indépendants)
- ACMEC (Action catholique des membres de l'enseignement chrétien)
- ACO (Action catholique ouvrière)
- CMR (Chrétiens dans le monde rural)
- Coopération missionnaire
- Enseignement catholique
- JEC (Jeunesse étudiante chrétienne)
- JIC (Jeunesse indépendante chrétienne)
- JICF (Jeunesse indépendante chrétienne féminine)
- JM (Jeunesse mariale)
- JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne)
- MCC (Mouvement chrétien des cadres et dirigeants)
- MCR (Mouvement chrétien des retraités)
- MECF (Mission étudiante catholique de France)
- MEJ (Mouvement eucharistique des jeunes)
- Mission de la mer
- Mouvement du Nid
- MRJC (Mouvement rural de jeunesse chrétienne)
- Pax Christi
- Scouts et Guides de France
- SGEC (Secrétariat général de l'enseignement catholique)
- SNAEP (Secrétariat national des aumôneries de l'enseignement public)
- Société de Saint-Vincent-de-Paul
- UNCEAS (Union nationale des centres d'études et d'actions sociales)
- VEA (Vivre ensemble l'Évangile aujourd'hui)
- Voir ensemble.

T E R R E



CCFD

S O L I D A I R E



Réf. 5075108



CCFD, 4 rue Jean Lantier - 75001 Paris
Tél. : 01 44 82 80 00
En savoir plus sur le CCFD :
www.ccfid.asso.fr



COMITÉ CATHOLIQUE CONTRE LA FAIM ET POUR LE DÉVELOPPEMENT